

Politique et société en Russie

Mini-Mémoire

Syndicalisme Russe depuis 1990 : l'échec d'un syndicalisme autonome

La littérature scientifique sur le syndicalisme en Russie depuis la chute de l'Union Soviétique est relativement limitée. Depuis 1990, seulement deux périodes en particulier ont fait l'objet de recherches plus approfondies. La première période est celle des premières années de la libéralisation de l'économie russe (1990-1995), pendant laquelle l'émergence d'un syndicalisme russe semblant se diriger vers un modèle réformateur de type occidental avait suscité un certain enthousiasme. La seconde période qui a fait l'objet d'un certain nombre de recherches est celle de 2006-2008, période marquée par l'apparition de grèves importantes dans certains secteurs et l'apparition d'un syndicalisme de lutte.

Pourtant, les syndicats russes restent des organisations de masses, la FNPR (Fédération Indépendantes des Syndicats de l'Union de Russie), plus grand syndicat de Russie, revendique plus de 20 millions de membres¹, et la KTR (Confédération du travail de Russie), second syndicat, revendique 2,1 millions de membres.

L'objet de cet article est de présenter une vue d'ensemble du syndicalisme russe depuis 1990, de retracer son évolution et surtout de s'intéresser aux relations qu'il entretient avec le pouvoir politique.

Une tentative de transition vers un syndicalisme réformateur (1990-2002)

Retour historique : le syndicalisme en Union Soviétique

Le syndicalisme sous l'union soviétique était unifié au sein du Conseil central des syndicats de l'URSS (VTsSPS), une structure syndicale unique qui rassemblait l'ensemble des syndicats de l'Union soviétique. À la chute de l'union soviétique, elle était composée officiellement de 140 M de membres (c'est-à-dire de la quasi-totalité des travailleurs de l'URSS), l'adhésion au syndicat n'était pas obligatoire, mais nécessaire pour l'accès à de nombreux services (logements, loisirs, vacances...), à des promotions professionnelles, et surtout à des systèmes de protection sociale. Les syndicats jouaient, en effet, un rôle de complément à la Sécurité Sociale de base pourvue par l'Etat en ayant la charge du Fond d'Assurance Social (assurance maladie, assurance accident du travail, congés maternité...). L'ensemble de ces éléments explique la syndicalisation presque totale des travailleurs.

Au sein des entreprises, les syndicats n'avaient pas la mission de défendre directement les intérêts des travailleurs qui étaient en théorie défendus et alignés sur les décisions et les politiques du Parti. Le rôle des syndicats au niveau de l'entreprise pouvait s'assimiler à celui

¹ Chiffre revendiqué sur le site officiel du FNPR en 2023 : <https://fnpr.ru/>

d'un Comité d'Entreprise, c'est-à-dire principalement basé sur la fourniture pour les travailleurs d'accès aux vacances, aux loisirs, à la culture. Le syndicat était ainsi propriétaire à la chute de l'union soviétique d'un ensemble de structures extrêmement important : 1000 centres de santé, 900 établissements touristiques de masse, 23 000 clubs divers, 19 000 bibliothèques, des milliers de camps de vacances pour les jeunes.

Le rôle du syndicat dans la défense des droits du travail était inexistant, le VTsSPS ne remettait jamais en cause les décisions politiques et les quotas de productions fixés par la planification et déclinés dans chaque entreprise. Il devait au contraire s'employer à encadrer les travailleurs pour atteindre les dépasser les quotas. Ainsi, à l'été 1989, lorsque l'URSS a été impactée par des grèves massives des mineurs, les syndicats du VTsSPS ne se sont pas joints aux grèves et les travailleurs se sont organisés via des comités de grèves et non les syndicats.

Mais avec la Perestroïka, l'emprise du PCUS sur le VTsSPS s'est affaiblie, laissant émerger au sein même de celui-ci des dissidentes souhaitant la création d'un syndicalisme d'inspiration européenne avec des revendications politiques (de type social-démocrate). Le VTsSPS est aussi concurrencé à la fin des années 1980 par la création de syndicats indépendants comme le Syndicat fédéral des aiguilleurs du ciel de Russie (fondé en 1989), ou l'Union des travailleurs du Kouzbass (créée en 1989) qui émane directement des comités de grève des mineurs.

Ce réveil syndical russe est fortement influencé par la transformation du syndicalisme dans d'autres pays comme en Pologne avec le syndicat Solidarnosc qui joue un rôle central dans l'unification de l'opposition démocratique au régime communiste.

Une transformation idéologique radicale

Dès 1989, lors de la sixième Plénière du VTsSPS, le syndicat abandonne son rôle de courroie de transmission du Parti vers la classe ouvrière, et déclare son indépendance politique.

Par la suite, lors du Congrès de mars 1990, les dissidents réformistes du syndicat s'imposent totalement, ces derniers ont voté le renoncement à l'idéologie marxiste-léniniste, ainsi que la dissolution du syndicat et sa refondation au sein de la Fédération Indépendantes des Syndicats de l'Union de Russie (FNPR).

Cette transition idéologique est très brutale avec un abandon total des bases idéologiques, contrairement au parti communiste de la fédération de Russie (PCFR) qui s'est proclamé lors de sa fondation (ou refondation) comme le successeur du PCUS, et qui n'a pas renié ses racines marxistes-léninistes. Dans sa Charte de Mars 1990², la FNPR, acte sa transformation vers un syndicalisme indépendant « *La Fédération est indépendante dans ses activités des autorités exécutives, des gouvernements locaux, des employeurs, de leurs associations, des partis politiques* » (Article 3.3), vers un syndicalisme réformiste promouvant le dialogue social

² Charte de l'Union panrusse « Fédération des syndicats indépendants de Russie », 23 Mars 1990, [accessible sur] <https://fnpr.ru/documents/dokumenty-federatsii/ustav-obshcherossiyskogo-soyuz-a-federatsiya-nezavisimyykh-profsoyuzov-rossii.html>

« favorise le développement d'un système de partenariat social, la mise en œuvre du principe de coopération tripartite des syndicats, des associations d'employeurs, des pouvoirs publics » (Article 5.2), un syndicalisme porteur de revendications politiques *« formule des revendications et promeut l'orientation sociale de l'État politique en matière de travail, d'emploi[...] »* (Article 5.5). L'organisation abandonne ainsi toutes ses références à son histoire passée, et cherche à se libérer du poids de l'héritage du syndicat unique soviétique.

Ce syndicalisme réformiste est soutenu par Gorbatchev puis par Eltsine, il s'inscrit dans un nouveau cadre juridique qui inscrit dans la loi la liberté syndicale, et se conforme en théorie totalement au droit international, notamment aux principes syndicaux portés par l'Organisation internationale du travail. Ainsi, on peut citer l'acte fédéral *« Sur les syndicats, leurs droits et les garanties de leurs activités »* du 12 janvier 1996³.

En parallèle, de la transformation du syndicat traditionnel (VTSPS puis FNPR), de nombreux syndicats qui sont nés des grèves et des mobilisations autonomes des travailleurs à la fin de l'Union Soviétique (1989-1991) vont continuer à gagner en puissance dans les années 1990. En 1995, la majorité de ces syndicats « alternatifs » se rassemblent dans la Confédération du Travail de Russie (KTR), qui est aujourd'hui la seconde fédération syndicale en Russie et qui revendique aujourd'hui 2 millions de membres. Cette même année, le troisième syndicat de Russie, la confédération panrusse du travail (VKT) a été créé, cette dernière a fusionné par la suite avec la KTR en 2010. Ces syndicats « alternatifs » revendiquent également une appartenance à un syndicalisme indépendant, réformateur et porteur de revendications politiques.

FNPR : Le maintien d'une partie des fonctions traditionnelles

Si la FNPR a connu un changement idéologique très brusque, ce n'est pas le cas de ses fonctions de pourvoyeurs de services qui se sont maintenues pendant de nombreuses années. Le syndicat a en effet hérité du patrimoine immobilier immense du syndicat soviétique, il est donc resté propriétaire de nombreux centres de vacances et de loisirs qui n'ont été vendus que très progressivement. De plus, la FNPR va continuer à jouer son rôle d'institution de la Sécurité Sociale, le maintien de ce rôle (prérogative habituelle des Etats), dans les premières années des années 1990, s'explique par l'impossibilité pour le nouvel Etat Russe de financer un système public de protection sociale. La FNPR va donc poursuivre sa mission assurantielle pour les travailleurs syndiqués et leurs familles, le financement a été notamment assuré en partie (dans un contexte de crise) par la vente des biens immobiliers du FNPR.

Cela explique que malgré une fuite importante de membres dans la première partie des années 1990, la FNPR parvient à se maintenir comme un syndicat de masse avec 30 M de membres en 1999. Une grande partie des syndiqués est restée par effet d'inertie et également par une volonté de profiter des quelques avantages encore garantis par le statut de syndiqué.

³ Federal Act (No. 10-FZ) on Trade Unions, their rights and guarantees of their activity, 12 Janvier 1996, [accessible sur] <https://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/WEBTEXT/42900/64988/E96RUS01.htm>

Ainsi, malgré la crainte d'un départ massif vers des syndicats alternatifs, la FNPR, grâce à son patrimoine et sa capacité d'offrir des services à ses membres est resté compétitif en comparaison des autres syndicats comme la KTR ou la VKT qui ne disposaient que de moyens limités.

Un syndicalisme d'accompagnement à l'économie de marché

Le syndicalisme russe « traditionnel » (FNPR) et surtout « alternatif » (KTR) est caractérisé pendant les années 1990 par une adhésion à l'économie de marché, un certain niveau de soutien à Eltsine, et une proximité avec le patronat.

Ce phénomène d'un syndicalisme qui apparaît comme très conciliant avec les politiques mises en place et avec le patronat, ne défendant donc pas activement les intérêts des travailleurs, est le fruit d'un contexte particulier. Si en théorie, le cadre normatif pouvait permettre l'émergence d'un syndicalisme indépendant et diversifié, le poids de l'héritage et la situation économique particulière ont abouti à un syndicalisme d'accompagnement.

Tout d'abord, la FNPR a privilégié la défense de son patrimoine hérité du VTsSPS à son indépendance et opposition vis-à-vis du pouvoir politique. Ainsi, bien que dans ses premières années d'existence, la FNPR a été très critique envers les réformes libérales et a même appelé à joindre les manifestations contre ces nouvelles politiques économiques (notamment la loi sur l'emploi de 1991), la position de FNPR est devenue rapidement moins contestataire. Le tournant fut la crise constitutionnelle de 1993 lors de laquelle la FNPR a pris le parti du Parlement. En réaction, Eltsine a nationalisé les fonctions assurantielles du FNPR en les intégrant au sein du ministère de la Sécurité Sociale (100 000 employés du syndicat sont devenus fonctionnaires) et a menacé de confisquer les biens du FNPR. La fortune immobilière du FNPR a représenté un levier important pour le pouvoir afin de subordonner ce dernier. Cette menace de nationalisation immobilière a été efficace, la FNPR a cédé, le dirigeant Klochkov a été poussé à la démission, et la FNPR a élu Michail Shmakov pour diriger le syndicat.

En outre, la situation économique catastrophique de la Russie entre 1990 et 1999 a renforcé les liens entre patronat et syndicats au niveau de l'entreprise et de l'usine. En effet, dans cette période, le PIB a chuté de 40%, et les salaires réels de 60%, le chômage a atteint 12,4% en 1999. Les relations de proximité entre le patronat et les syndicats s'expliquent par ce contexte économique où travailleurs, syndicats et patrons partageaient un intérêt commun : la préservation de l'entreprise et des emplois. Dans cette période, l'Etat russe a subventionné massivement les entreprises pour éviter un phénomène de chômage massif et donc limiter le phénomène de pauvreté extrême qui s'est développé du fait de l'absence d'un système social permettant d'assurer des prestations minimums en cas de perte d'emploi. Ainsi, pour préserver l'emploi au niveau de l'entreprise, patronat et syndicats vont s'allier pour faire pression sur l'Etat afin d'obtenir les subventions qui permettaient aux entreprises de payer les salaires et de maintenir l'emploi même en situation de sous-production.

Enfin, les syndicats réformistes ont adhéré massivement dans les premières années à l'idéologie néolibérale. Ces derniers ont ainsi soutenu les réformes et la thérapie de choc d'Eltsine dans l'espoir d'un rattrapage rapide des économies occidentales. Les leaders syndicaux réformistes ont pensé que les pertes en termes de garantie d'emploi et de protection sociale seraient vite remplacées par les gains d'une économie libérale compétitive. Dans ce contexte idéologique, le syndicalisme de lutte était perçu comme un frein au développement de l'économie russe et favorable aux communistes conservateurs qui souhaitaient le retour vers une économie socialisée. Les syndicats alternatifs ont de ce fait perdu leur attrait initial qu'ils avaient gagné lors de leurs fondations dans les grèves et luttes sociales de la fin de l'URSS.

Ainsi, le syndicalisme russe des années 1990 (aussi bien « traditionnel » que « alternatif ») se caractérise globalement par une orientation très conciliante envers les pouvoirs publics et le patronat. Par ailleurs, Le syndicalisme « traditionnel » n'échappe également pas à une certaine subordination aux pouvoirs politiques.

Un syndicalisme sous tutelle (2002 -)

Une alliance de circonstance

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, marque la fin d'une ère libérale qui était relativement favorable à un syndicalisme indépendant. Ainsi, des amendements dans le droit du travail mettent fin au cadre juridique favorable dont jouissait le syndicalisme russe dans les années précédentes. L'Organisation Internationale du Travail a ainsi publié de nombreuses craintes vis-à-vis de la liberté syndicale en Russie dans ces rapports depuis 2003.

La loi de 2002 sur le droit syndical et de grève a limité fortement les capacités pour les syndicats « alternatifs » de défendre les intérêts des travailleurs en négociant ou en organisant des grèves. Cette loi a permis au FNPR de maintenir son monopole syndical en affaiblissant le pouvoir des syndicats alternatifs. Elle rend, en effet, quasiment impossible pour un syndicat minoritaire de lancer une grève, car cette dernière doit être approuvée par une majorité des employés (syndiqués ou non) et après une phase de négociation. De plus, les syndicats minoritaires (donc « alternatifs » dans la majorité des entreprises) ont perdu leur pouvoir de négociation, pour qu'un syndicat soit actuellement capable de négocier un contrat, il faut qu'il représente au moins 50 pour cent de tous les employés.

Cette loi entre dans une logique plus large pour Poutine de ne pas détruire le syndicalisme, mais au contraire de le subordonner au Régime. Par ces nouvelles lois, Poutine a permis à la FNPR de maintenir son quasi-monopole syndical en rendant difficile dans les entreprises et dans les secteurs où la FNPR était déjà bien implanté l'émergence d'une concurrence des syndicats minoritaires.

Cette subordination du syndicalisme russe est similaire à celle mise en place envers les partis politiques « d'opposition officielle » (comme le Parti communiste) ou envers de nombreuses associations. Le Régime soutient en effet la société civile et ses organisations proches du Kremlin, et s'emploie à affaiblir les organisations qui pourraient constituer un véritable contre-pouvoir à Poutine.

Un alignement progressivement total du FNPR

Au fil des années, cette relation entre la FNPR et Poutine et le parti Russie Unie s'est renforcée progressivement jusqu'à une subordination totale du syndicat au Kremlin et à l'ensemble de ces politiques.

Cette subordination a été actée en 2011 par l'affiliation officielle du FNPR au Front populaire panrusse (ONF), coalition mise en place par Vladimir Poutine (alors Premier ministre) autour de Russie Unie, et qui rassemble des partis politiques et de nombreuses organisations non-gouvernementales. La FNPR a été récompensé de cette affiliation par la venue de Poutine (alors nouvellement élu président et sur le point de prendre ses fonctions) au sein du traditionnel cortège du 1^{er} mai⁴.

La figure emblématique du FNPR, le secrétaire général Schmakov, et son parcours illustre cette subordination progressive. Alors qu'au moment de son élection à la tête du FNPR en 1993, Schmakov était perçu comme un défenseur d'un syndicalisme progressiste et indépendant, ses déclarations actuelles démontrent aujourd'hui qu'il est devenu un fidèle partisan de Poutine et de sa politique⁵, fidélité qui explique également sa longévité surprenante à la tête d'un syndicat (secrétaire général depuis plus de 30 ans).

Ce soutien politique s'est étendu même à la politique extérieure de Poutine. Ainsi après avoir apporté son soutien à l'annexion de la Crimée en 2014, La FNPR a de nouveau soutenu l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 en utilisant les éléments de langages du Kremlin, ainsi le communiqué du syndicat à la suite du déclenchement de « l'opération spéciale » se termine par « *Les Hitler et les Zelensky vont et viennent. Mais la solidarité internationale des travailleurs demeure. Paix aux peuples ! Guerre aux national-fascistes !* ».

Dans ses dernières newsletters en anglais, la FNPR ne critique jamais le pouvoir et apporte un soutien total à la politique de Poutine, aussi bien intérieure qu'extérieure. La FNPR partageant allègrement les éléments de discours du Kremlin sur la politique extérieure, justifiant l'invasion

⁴ « Russie : Poutine rejoint 150.000 manifestants pro-Kremlin pour le 1er mai à Moscou » [accessible sur] <https://www.ladepeche.fr/article/2012/05/01/1342879-russie-poutine-rejoint-150-000-manifestants-pro-kremlin-pour-le-1er-mai-a-moscou.html>

⁵ « Le syndicaliste Bouketov sur la guerre et le monde syndical russe : Tout s'écroule. C'est à cause de l'agression de Poutine », Work, 14 avril 2022, [accessible sur] <https://www.workzeitung.ch/2022/04/50864/>, [et traduit en français sur] <https://lanticapitaliste.org/opinions/international/le-syndicaliste-bouketov-sur-la-guerre-et-le-monde-syndical-russe-tout>

de l'Ukraine, condamnant les occidentaux, soulignant le soutien du peuple Russe à Poutine (comme dans celle de mars 2023⁶).

La répression partielle des syndicats alternatifs

Les syndicats « alternatifs » qui n'ont pas opté pour une vassalisation au pouvoir russe ont été victimes d'une répression politique indirecte qui prend la forme d'une vulnérabilité accrue des représentants syndicaux face à l'arbitraire patronal, policier et surtout judiciaire.

Les représentant syndicaux à l'initiative d'actions revendicatives comme des grèves ou la création de nouveaux syndicats indépendants font face à des machinations judiciaires qui visent à mettre fin à leurs actions syndicales. Cette répression judiciaire est similaire à celle que subissent les autres personnes et organisations de la société civile qui sont perçues comme des opposantes par le KREMLIN (ONG de défense des droits, partis politiques d'oppositions, blogueurs d'opposition).

L'un des cas emblématiques est celui de Valentin Urusov, mineur en Yakoutie. En 2008, il était à la tête d'un petit syndicat indépendant (Profsvoboda). Il a été kidnappé par des policiers locaux, roué de coups, et a été accusé de trafic de drogue. En 2009, il a été condamné à 5 ans de prison dans une colonie pénitentiaire. La KTR a porté plainte devant l'OIT et à mener une grande campagne de communication pour exiger la libération d'Urusov (ce dernier est sorti de prison en 2013).

Plus récemment, c'est le syndicaliste Kirill Ukraintsev, le leader du syndicat des livreurs du service de livraison de Yandex qui a initié une grève en avril 2022, ce dernier a été arrêté et inculpé pour « appel ou participation à un rassemblement non autorisé à plus de deux reprises en l'espace de 180 jours », il risque jusqu'à cinq ans de prison.

En outre, la justice a commencé également à s'attaquer ces dernières années directement aux organisations syndicales. En 2018, le tribunal de Saint-Petersbourg a interdit le syndicat MPRA, syndicat du secteur automobile qui était né dans les usines Ford en 2006 et qui était connu pour être une organisation de lutte. Le tribunal a estimé que le MPRA avait violé la législation sur les agents étrangers en ne s'inscrivant pas dans le registre alors qu'il recevait des fonds d'une source étrangère et participait à des activités politiques.

Il faut noter que bien qu'affaibli et attaqué, le syndicalisme « alternatif » ne fait pas encore l'objet d'une répression totale en Russie et possède encore quelques marges de manœuvre.

On peut noter ainsi que la KTR a exprimé des critiques (certes très modérées) à l'invasion russe dans sa déclaration du 25 février 2022 qui est présente en première page sur son site officiel⁷. Au contraire du FNPR qui estime que la guerre est légitime, la KTR « *exprime sa confiance dans*

⁶ FNPR Newsletter. March 6, 2023, [accessible sur] <https://fnpr.ru/eng/news/fnpr-newsletter-march-6-2023.html>

⁷ "Déclaration de la Confédération du travail de Russie du 25/02/2022, Conseil de la KTR, [accessible sur] <http://www.ktr.su/content/news/detail.php?ID=7383>

la nécessité d'une cessation rapide des hostilités, de la reprise d'un dialogue pacifique », et revendique son appartenance à un mouvement syndical internationale « responsable envers les travailleurs de Russie, d'Ukraine et du monde entier ».

Enfin, la KTR au contraire du FNPR n'est pas restée immobile dans les récentes attaques contre les droits syndicaux et l'indépendance des organisations. Dans l'affaire Ukraintsev, la KTR s'est mobilisée pour apporter son soutien au syndicaliste et demander sa libération, et dans l'affaire du MPRA, la KTR a déposé une plainte auprès de l'OIT⁸.

Cependant, la KTR ne peut pas être considérée comme une organisation s'opposant directement à Poutine, son opposition se limite à des critiques spécifiques et non à des demandes globales de changement de politique, et son autonomie effective est de plus en plus mise en danger.

Un syndicalisme de lutte dans les marges

Le syndicalisme russe depuis la fin de l'URSS n'a pas constitué une réelle forme d'opposition au pouvoir politique, et n'a pas été à l'origine de combats sociaux de grande ampleur. Cependant, si l'on se penche sur les marges, le syndicalisme de lutte n'est pas étranger à la Russie. Ainsi, même si ce phénomène est marginal, il est important de le mettre en lumière.

Les grèves de 2006-2008

Premièrement, les années 2006-2008 ont été un moment de fortes mobilisations syndicales dans les usines automobiles des Firmes multinationales récemment installées en Russie comme Ford.

L'arrivée en Russie de FTN, notamment dans l'automobile, a permis aux syndicats non-traditionnels de se développer. En effet, contrairement aux entreprises russes où soit la FNPR phagocyter l'action syndicale, soit le patronat s'efforce de maintenir l'absence de syndicat (notamment par des menaces), ces FTN étaient des entreprises beaucoup plus propices à l'émergence de nouveaux syndicats.

Ainsi, les usines Ford (Saint-Petersbourg) et Volkswagen (Kaluga) ont été le lieu d'émergence d'un syndicat de lutte : le syndicat interrégional des travailleurs de l'automobile (MPRA), évoqué précédemment. Ce syndicat a déclenché des grèves victorieuses (qui ont débouché sur des augmentations de salaire).

Ce syndicalisme de lutte victorieux a concurrencé la mainmise du FNPR, car ces grèves ne se sont pas limitées aux entreprises automobiles transnationales, mais ont également eu pour effet de motiver les travailleurs des entreprises automobiles russes comme Avtovaz à adopter

⁸Rapport où le comité demande à être informé de l'évolution de la situation - Rapport No. 396, Octobre 2021, OIT, [accessible sur]
https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:50002:0::NO:50002:P50002_COMPLAINT_TEXT_ID:4120977

des actions semblables pour obtenir des hausses de salaires. Ce mouvement s'est fait en opposition aux directives du FNPR et de son leader au sein de l'entreprise Avtovaz : Nikolai Koriaguine, qui a tenté de décourager les ouvriers de faire grève.

Le syndicalisme d'opposition politique aujourd'hui : des micro-organisations anarchistes

Le syndicalisme d'opposition au système politique est limité aujourd'hui des petites organisations syndicales clandestines d'inspiration anarchiste.

On peut citer notamment le KPAC-MAT⁹, organisation anarcho-syndicaliste fondée en 1995 qui est membre de l'Association Internationale des Travailleurs¹⁰ (Qui rassemble une grande partie des syndicats anarcho-syndicaliste, dont le syndicat français CNT). Ce syndicat est le seul qui s'est opposé directement à la guerre en Russie dans son communiqué¹¹ en développant cependant l'argumentaire partagé par une grande partie des anarchistes en Europe qui résumait la guerre d'invasion russe aux résultats de l'affrontement entre deux impérialistes (Kremlin et OTAN) renvoyant ainsi le gouvernement ukrainien et le Kremlin dos-à-dos « *Les élites dirigeantes de Russie et d'Ukraine, instiguées et provoquées par le capital mondial, avides de pouvoir et gonflées par les milliards volés aux travailleurs, se sont réunies dans une bataille mortelle.* ». Ce syndicat anarchiste s'était également opposé à l'ensemble des guerres menées par la Russie (2nd Guerre de Tchétchénie, Invasion de la Géorgie, Annexion de la Crimée).

Mais son activité récente semble limitée à la communication et au soutien aux grèves qui surviennent en Russie (très localisées) et dans le monde. On peut noter que leur communication abondante et détaillée sur les contestations en France de la réforme des retraites¹² semble indiquer que ses militants sont encore en contact étroit avec les autres syndicats anarchistes à l'étranger.

Conclusion

Le syndicalisme russe depuis la fin de l'Union Soviétique a donc connu une trajectoire similaire aux partis politiques (phase de relative expérimentation démocratique, suivi d'une vassalisation ou d'une répression). Les années 1990 ont été caractérisées par de grands espoirs de formation d'une force syndicale indépendante du pouvoir politique et diversifiée. Cependant, cette autonomisation commencée n'a jamais été achevée, et dès le début des années 2000, le régime de Poutine a pu sans difficulté mettre sous tutelle la FNPR et s'en servir progressivement de courroie de transmission idéologique et de chien de garde du Régime. En parallèle, le syndicalisme alternatif n'est pas arrivé à se développer, sa principale composante :

⁹ Site officiel du KPAC-MAT : <https://aitrus.info/>

¹⁰ Site officiel de l'AIT : <https://www.iwa-ait.org/>

¹¹ ÉNONCÉ DE LA SECTION I.A.T. DANS LA RÉGION DE RUSSIE, KPAC-MAT, 25 Février 2022, [accessible sur] <https://www.aitrus.info/node/5921>

¹² Voir par exemple : <https://www.aitrus.info/node/6071>

la KTR n'a jamais été dans une opposition frontale au Régime et à Poutine, et ses syndiqués les plus militants sont régulièrement menacés par la justice (même si la répression n'est pas encore généralisée). Enfin, le syndicalisme de lutte politisé est resté un phénomène marginal en Russie depuis les années 1990, et il est aujourd'hui soumis à la clandestinité.

Bibliographie

- Ashwin, Sarah, Clarke, Simon, *Russian trade unions and Industrial Relation in Transition*, Palgrave, 2002
-
- Barabanov A. A., "Trade unions of Russia in the context of political and socio-economic reform", *Scientific works of the North-Western Institute of Management.*, 2010, N°1, pp. 127-
- Clarke, Simon, "Post-socialist trade unions: China and Russia", *Industrial Relations Journal*, 2005, n°36, pp. 2–18
- Clément, Karine. « Les ouvriers dans la Russie des années 1990 vus par des chercheurs russes », *Le Mouvement Social*, vol. no 196, no. 3, 2001, pp. 195-208.
- Dyadyunova, Ksenia, *L'atteinte aux droits syndicaux dans les BRICS*, Université Aix-Marseille, 2022
- Hinz, Sarah, "The Ambivalence of Structural Power: Alternative Trade Unions Challenging Transnational Automotive Companies in Russia", *Global Labour Journal*, 2018, 9(2), pp. 167-181
- Kozina, Irina, "Transnational corporations, labour relations and trade unions – the case of Russia", *SEER Journal for Labour and Social Affairs in Eastern Europe*, 2010, n°1, pp. 69 – 88
- Olimpieva Irina, Orttung, Robert W, "Russian Unions as Political Actors" *Problems of Post-Communism*, vol. 60, no. 5, September–October 2013, pp. 3–16.
- Paillard, Denis, « Mouvement indépendant de travailleurs en Union soviétique », *La Revue russe*, année 1991, n°1, pp. 75-87.
- Sue, David, *Trade unions in Russia and Ukraine, 1985-95*, Palgrave, 2001
- Traub-Merz, Rudolf, Gerasimova, Elena, "Trade Unions in Russia – Between Survival and Subordination", dans *Trade Unions in Transition – from Command to Market Economie*, 2018, pp. 163-210
- « Dans l'ex-URSS aujourd'hui : "La mode des grèves" », *Cahier du mouvement ouvrier*, n°35 (2007)